

Après l'échec d'un «dialogue national», l'Eglise est dans le collimateur des partisans du président Ortega **L'Eglise du Nicaragua prise pour cible**



Le Père Raúl Zamora présente les impacts de balles dans la chapelle du Saint-Sacrement. Une balle s'est fichée dans le tabernacle. Jacques Berset

« JACQUES BERSET
DE RETOUR DE MANAGUA

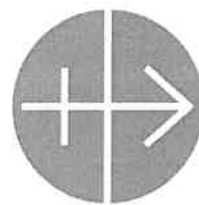
Amérique centrale » « Putschistes, barricadeurs, conspirateurs, fils de p.!» Au sortir des studios de TV Merced, la station du diocèse de Matagalpa, au nord du Nicaragua, un homme au volant d'un puissant 4x4 menace les membres de la fondation pontificale Aide à l'Eglise en détresse, hôtes de l'église locale. Quelques jours aupara-

vant, à Managua, la délégation avait déjà été filmée par des informateurs du régime.

Le ton est donné: pour avoir pris fait et cause pour les revendications de la population, qui réclame des réformes démocratiques, l'Eglise du Nicaragua est désormais dans le collimateur des «orteguistes», les partisans du président Daniel Ortega et de son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo Zambrana.

Dialogue au point mort

L'Eglise avait accepté de participer durant l'été à un «dialogue national» en tant que médiatrice. Elle s'en est retirée, faute de consensus. Le président Ortega l'accuse de fomenter un coup d'Etat, d'être «golpiste» (putschiste) et «terroriste». Il dénonce constamment les évêques, qui feraient partie d'une «conspiration» pour le simple fait d'avoir proposé d'avancer à 2019 les élections



prévues en 2021, dans le but de mettre fin à la grave crise qui met à genoux le pays.

La révolte gronde depuis avril dernier et secoue tous les secteurs de la société – retraités, étudiants, paysans, ouvriers et employés. La crise provoque un profond clivage au sein même des familles, des paroisses et des communautés religieuses. Le fossé semble de plus en plus infranchissable entre partisans «daniélistes» et membres de l'Alliance civique pour la démocratie et la justice, la vaste coalition de l'opposition.

Déclenchés au départ par la contestation de la réforme des retraites, rapidement transformée en revendications pour la démocratisation et le départ du couple Ortega, les affrontements ont déjà causé la mort de plus de 500 personnes et fait des milliers de blessés, la plupart des civils.

Eglise sous les balles

Les gens craignent les arrestations menées de nuit par les *en-capuchados*, des paramilitaires ou des policiers en civil, la tête recouverte d'un passe-montagne. Déjà plus de 30 000 étudiants, leaders paysans, professionnels ou intellectuels se sont réfugiés à l'étranger.

A Managua, dans la lueur blafarde du soir, l'église de la Divina Misericordia exhibe ses façades blanches trouées de balles de gros calibre. «Réclamant des élections libres et démocratiques pour choisir leurs représentants, des étudiants s'étaient retranchés depuis le mois de mai dans les locaux de l'Université nationale autonome du Nicaragua (UNAN), à côté de notre église»,

«Des étudiants

ont été atteints par balles mais les ambulances n'étaient pas autorisées à les prendre»

Père Raúl Zamora confie le Père Raúl. Le 13 juillet, alors que se déroulait la seconde grève générale dans le pays, des forces de police et des paramilitaires ont donné l'assaut et ont délogé par la force les occupants. Près de 200 étudiants et employés de l'UNAN ont réussi à se réfugier dans l'église et dans le presbytère, qui ont subi des tirs de tous calibres.

«Cet enfer a duré 14 heures. Il y avait des blessés atteints par balles mais aucune ambulance n'était autorisée à venir les prendre. On a mis en place un dispensaire d'urgence pour les soigner. On a trouvé le moyen de communiquer avec la nunciature et l'archevêché pour obtenir un cessez-le-feu. Deux jeunes ont succombé à leurs blessures, Gerald Vásquez López, âgé de 20 ans, et Francisco José Flores, 21 ans.»

Le curé, qui a compté plus de 130 impacts de balles, montre les rafales qui ont perforé le *Santisimo*, la chapelle du Saint-Sacrement, et la balle qui s'est fichée dans le tabernacle. Les impacts de balles sont désormais protégés par un vitrage, afin de garder un témoignage de cette nuit-là. «Des fidèles nous l'ont expressément demandé», assure le Père Raúl. «Tous les employés de l'UNAN vus en ma compagnie ont été licenciés. Les médias du régime me qualifient de

Père putschiste.»

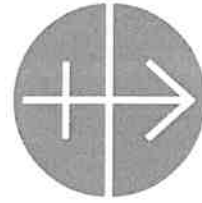
Des religieux et des religieuses ont défilé dans la rue, s'interposant pour éviter que les paramilitaires ne tirent sur les étudiants. «Cela a été une grande expérience de foi, de fraternité, et pour beaucoup d'étudiants qui avaient abandonné la foi, un renouveau intérieur.»

Un calme trompeur

Si le calme semble être revenu dans les rues débarrassées des barricades, ces milliers de barrières qui ont paralysé la vie du pays pendant près de trois mois ont provoqué une grave crise économique – notamment un effondrement du tourisme.

«Le gouvernement veut faire repartir l'économie et propose une loi de réconciliation. Mais s'il n'y a pas de justice, il n'y aura pas de réconciliation. Que penser du fait que la justice condamne sévèrement de simples manifestants, dans des jugements sommaires, en vertu de la loi antiterroriste?» s'interroge le père Raúl. L'Eglise déplore qu'entre 400 et 500 jeunes sont toujours enfermés.

Avec sa prudence habituelle, le cardinal Leopoldo José Brenes Solórzano, archevêque de Managua, estime que l'Eglise devrait aussi faire son mea culpa. Si elle a fait preuve de miséricorde, a joué un important rôle humanitaire en hébergeant dans ses lieux de culte les manifestants fuyant la répression, elle a oublié de dire que la violence n'était pas que d'un seul côté. En privé, il reconnaît que certains évêques utilisent des mots trop agressifs. «En public, la Conférence des évêques du Nicaragua doit toutefois se montrer unie, car une division de l'épiscopat serait immédiatement utilisée par le pouvoir», précise-t-il. » CATH.CH



LES LOCAUX DE CARITAS ONT ÉTÉ INCENDIÉS

Durant les affrontements entre les partisans d'Ortega et les occupants des barricades, la paroisse de l'Immaculée Conception de Sebaco, à une trentaine de kilomètres de Matagalpa, a été attaquée pour avoir accueilli des manifestants blessés refusés par l'hôpital public. «Les paramilitaires ont tiré sur l'église. Ils ont brûlé, devant la porte, la moto d'un jeune qui apportait des médicaments. Ici, les cloches ne sonnent plus pour la messe. On réserve la sonnerie pour le cas d'une invasion de l'église par la police ou les paramilitaires», témoigne le curé.

Le 15 mai dernier, il y a eu cinq morts dans les affrontements à Sebaco. «J'ai visité les blessés dans l'église. Nous avons fait une procession avec le Saint-Sacrement au milieu des affrontements, ce sont des choses qu'ils ne nous pardonnent pas!», confie Mgr Rolando José Alvarez Lagos, évêque de Matagalpa (photo JB/Cath.ch), dans les ruines des locaux incendiés de Caritas. Les lieux servaient de dépôt pour des aliments et des médicaments destinés aux habitants et aux manifestants occupant les barricades ayant isolé la ville. JB/CATH.CH